

**ATELIER D'ÉCHANGES ENTRE LES ACTEURS DE LA DECENTRALISATION  
A LA MAISON DU PARTENARIAT**

**RAPPORT**  
**24- 25 JUIN BAMAKO**

**RAPPORT DE LA PREMIERE JOURNEE**  
**24 Juin 2011**

NB : Cet d'Atelier d'échanges représente la 10 ième Assemblée Générale du Réseau Réussir la Décentralisation. L'atelier est co- organisé avec le soutien du Centre d'Etudes et de Renforcement des Capacités d'Analyse et de Plaidoyer (CERCAP).

**RAPPORTEURS :**

Ambroise DAKOUO (ARGA/ Mali)  
Elie DEMBELE (SNV/ Sikasso)

**INTRODUCTION**

- Mot de bienvenue du coordinateur du RLD (Docteur Modibo KEITA)
- Allocution du Directeur du CERCAP (M. Boubacar MACALOU)
- Lecture et adoption du programme de l'atelier (par le modérateur)

**DEROULEMENT DES TRAVAUX JOUR 1**

La première journée s'est déroulée en trois étapes :

**Première étape : Présentation des communications**

**Communication 1** : M. Boubacar MACALOU (Directeur du CERCAP)

**Thème** : « Le contrôle citoyen de l'action publique : application à la gouvernance locale »

Le présentateur a démontré l'importance du Contrôle Citoyen de l'Action Publique (CCAP) comme un outil de renforcement de la gouvernance locale. Il a rappelé deux définitions du concept : celles du PNUD et de la Banque Mondiale.

Selon le PNUD, *au delà de la simple expression, il s'agit d'amener les populations à demander des comptes à ceux qui les gouvernent.*

Pour la Banque Mondiale, *le CCAP exige à ce que les populations puissent demander des comptes aux représentants officiels, aux fournisseurs de service, aux acteurs privés etc. Il s'agit pour ces derniers de répondre de leurs politiques, de leurs actions, de la gestion des fonds.*

Par la suite, le communicateur a présenté :

- Les préalables du CCAP,
- Les conditions de réalisation du CCAP
- Les étapes du CCAP :

1. Déterminer le point d'entrée
2. Obtenir l'information
3. Analyser l'information
4. Diffuser l'information
5. Mobiliser les énergies
6. Négocier les changements

- Les mécanismes (ou outils)

A ce niveau, il a cité deux outils qui sont : la Grille pouvoir/intérêt et la Grille des quatre R (un exemple d'application de ce mécanisme dans le secteur éducation au Sénégal a été présenté).

Les autres mécanismes cités le communicateur sont : la Fiche d'évaluation, le budget participatif, l'enquête de traçabilité, l'audit social ; le jury citoyens, l'EID, l'ECID (Espace Communal d'Interpellation Démocratique), la Médiature.

On peut retenir les points d'attention suivants :

Pour réussir un CCAP, il faut une forte contribution des acteurs en termes d'engagement et de responsabilisation.

#### **Questions posées sur la communication :**

- **Kalif DIAKITE** : demande les moyens d'application de la grille pouvoir/intérêt à un cas de lotissement à Bangoumana.

- **Mme Mariam OUATTARA SOUNGALO** : Quels sont les stratégies de mise en place d'un jury citoyen ?

Elie DEMBELE : Demande à connaître le coût de réalisation d'un CCAP ?

- **Aboubacar BALLO** : Demande si un outil est élaboré pour mesurer le niveau d'appropriation de la démarche du CCAP ?

#### **Éléments de réponse du communicateur :**

- Chaque acteur doit mettre ses capacités et compétences au profit de la décentralisation (CCAP).

- Le processus du CCAP est initié de l'intérieur et peut s'appliquer sur toutes les affaires publiques en termes de gouvernance.

- L'animation SEP est effectuée par une équipe : elle comporte la formation, la collecte des données et leurs analyses, le rapportage et la diffusion. La durée du SEP est fonction du sujet et du mécanisme.

- Le processus de traçabilité est relatif aux objectifs recherchés.

- Les supports des communications et autres documents demandés (démarches diagnostic global participatif, outils, manuels...) seront transmis au RLD pour distribution aux participants.

#### **Communication 2 : Ardnt BRODKORS (Mangalani Consult)**

**Thème** : « L'expérience du TKLM en terme d'aménagement du territoire et de promotion de la gouvernance locale »

Le communicateur a indiqué l'importance de la gouvernance locale dans la réussite d'un programme de gestion des ressources naturelles (GRN). Son exposé a porté sur un projet d'aménagement des eaux de surface et des GRN dans trois communes de la région de Kayes, le dit programme a duré 4 ans.

Le programme TKLM a contribué à répondre aux exigences d'une bonne gouvernance locale :

- Le programme a permis aux acteurs d'identifier, de construire et de gérer efficacement leur propre aménagement hydro agricole ;
- Le programme a été conduit à travers un partenariat et un processus multi-acteurs ;
- La nécessité de renforcer la démarche du diagnostic participatif afin d'amener les populations à comprendre leur territoire.

Quelques difficultés liées à la mise en œuvre du projet :

- Echec des plantations (Acacia senegal, Jatropha curcas, etc.
- Faible niveau d'utilisation certains puits pastoraux / conflits ;
- Faible niveau d'harmonisation approches d'intervention ;
- Insuffisance ressources humaines au niveau de ARK pour besoin de capitalisation ;

Quelques bons effets du projet :

- Montée de la nappe phréatique ;
- Valorisation du potentiel agricole ;
- Réalisation des études d'impacts environnementales par GTZ ;
- Intégration des partenaires dans le processus.

Le communicateur a terminé en posant les questions ouvertes ci-après :

- Qui sont les meilleurs acteurs pour la capitalisation des acquis et le stockage des données ?
- Comment garantir la pérennité des instances de concertation (comités villageois, commissions GRN...) ?
- L'intercommunalité est-elle une bonne approche pour la réalisation d'un programme comme le TKLM ?
- Quelles capacités à développer chez les collectivités pour mobiliser les ressources financières notamment Fonds Afrique Verte (Changements climatiques) ?

#### **Questions posées sur la communication :**

- Peut-on réussir la gouvernance locale sans moyens ?
- Comment expliquer le faible usage du diagnostic participatif ?
- Quels mécanismes de gestion des puits pastoraux ?
- Que pensez-vous des conventions locales et quelles appropriations par les populations ?

#### **Éléments de réponse du communicateur :**

- La gouvernance locale ne peut être réussie sans une véritable mobilisation des ressources (internes et externes).
- L'intercommunalité représente une opportunité mais elle a besoin (contexte malien) d'une maturité pour sa mise en œuvre efficace. Quelques contraintes citées à ce sujet : partage des coûts des réalisations en rapport aux effets des réalisations ; mobilisation conjointe des ressources ; choix des sites, etc.
- Les mécanismes utilisés par le projet dans la gestion des puits pastoraux seront mis à la disposition des participants ?
- En raison tardive de l'élaboration des conventions locales ; elles seront appliquées après le projet.

## **Deuxième étape : Proposition d'un nouvel ancrage du RLD**

Cette présentation a été effectuée par la Secrétaire permanente du RLD, Mme Mariam SOUNGALO OUATTARA. Sa présentation a porté sur les démarches déjà entreprises, auprès de SECO-ONG pour la tutelle du réseau et des axes de collaboration.

Les participants ont exprimé leur accord de principe ; ils ont souhaité cependant que la RLD identifie ses points d'attention au sujet du contenu d'une convention de collaboration dont le cadre est à définir.

## **Troisième étape : Capitalisation des activités clefs des membres du réseau et de leurs résultats majeurs**

Deux groupes de travail ont été formés.

Le premier groupe a été constitué des représentants des collectivités (SEP Kangaba et Bangoumana).

Le deuxième groupe a été constitué d'ONG, de centre de recherche.

Les thèmes de travail ont porté sur les trois points suivants :

1. genre,
2. GRN
3. Gouvernance.

La présentation des résultats des travaux de groupe a été fixée au deuxième jour de l'Atelier.

**RAPPORT DE LA DEUXIEME JOURNEE**  
**25 Juin 2011**

La deuxième journée de l'Atelier d'échanges entre les acteurs de la décentralisation a été marquée par trois étapes clés :

- 1) Restitution des travaux de groupes (effectués le premier jour) ;
- 2) Présentation des activités du RLD par la secrétaire permanente (Mme Mariam Soungalo Ouattara) ;
- 3) Elaboration du plan d'action.

Avant d'entamer le programme de la deuxième journée, les rapporteurs désignés la veille ont procédé à un rappel succinct des activités effectuées le jour 1.

Sur leur présentation d'une dizaine de minutes effectuées en français et également en bamabara, les participants ont apporté quelques observations :

- Mentionner les noms des différents intervenants ;
- Ne pas aller trop dans les détails dans l'élaboration du rapport.

**1) Présentation des travaux de groupes**

**Groupe 1 : composé des ONG, de centres de recherche**

Veillez trouver en annexe, les résultats des travaux du groupe 1.

**Observations et question sur la présentation du groupe 1 :**

- Reprendre la formulation des activités de certaines organisation ;
- Peut-on avoir accès aux publications citées par le représentant de l'Université Mandé Bukari (documents sur : la subsidiarité et la décentralisation) ?

**Réponses :**

- Les publications citées par le représentant de l'Université Mandé Bukari sont disponibles à un prix subventionné de 1000F ;
- Le RLD a aussi signalé la disponibilité des supports sur charte pastorale, la LOA, le Décret sur la coopération décentralisée (en langues bamanan, Peuhl) pour les structures intéressées, d'un répertoire des ONG intervenant sur GRN
- Le RLD a invité les partenaires à poursuivre la diffusion des supports sur la présentation du réseau en vue d'augmenter son champ d'action.
- M. Boubacar Macalou a proposé d'ajouter une colonne proposition de solutions au tableau de diagnostic après la colonne difficultés contraintes ; ladite colonne proposition de solutions correspond à la grille des 4 R (voir annexe).
- Il a ensuite invité tous les participants à utiliser la grille des 4 R.
- Dr Kéita Modibo a demandé aux différents membres du groupe de définir les acronymes. Il a également demandé aux membres de donner les adresses références pour l'obtention des documents produits.
- Le GERSDA a signalé la disponibilité d'une brochure produite sur la formation des para-juristes.

**Groupe 2 : composé des représentants des collectivités locales (SEP Kangaba, Bangoumana)**

Veillez trouver en annexe, les résultats des travaux du groupe 2.

**Observations et question sur la présentation du groupe 2 :**

- Expliquer pourquoi le taux de mise en place des comités villageois est faible ?
- Les sessions de formation ont-elles été documentées ?
- Indiquer les activités menées dans le cadre de l'application des sessions de formations ;
- Le comité communal est-il différent des commissions GRN mises en place dans le cadre de la décentralisation ?
- Qu'est ce qui a été fait pour lever les contraintes qui ont empêché la mise en place du nombre élevé de comités villageois ?

**Réponses :**

- Le faible taux de mise en place des comités villageois est lié aux difficultés de mobilisation de ressources internes financières des collectivités ;
- Il a été proposé à cet effet d'initier une campagne de plaidoyer pour convaincre les autorités (voir Préfets, Sous-Préfets...) en vue de poursuivre la mise en place de comités villageois ;
- Des efforts ont déjà été déployés par les membres du comité communal pour sensibiliser tous les villages ;
- Le comité communal est différent des commissions GRN mis en place ; ils entretiennent des relations de collaboration.

**2) Présentation des activités du RLD par la secrétaire permanente (Mme Mariam Soungalo Ouattara)**

Veillez trouver en annexe, le récapitulatif des activités réalisées par le réseau au cours de l'année 2010.

**Observations et question sur la présentation des activités du RLD :**

- M. Boubacar Macalou : Comment des expliquer que des difficultés puissent survenir dans l'application des conventions locales alors que leurs processus d'élaboration ont été participatifs ?
- M. Boubacar Macalou : Qu'est-ce qui a été entrepris pour diminuer l'augmentation des ventes des terres et des feux de brousse ?

**Réponses :**

- Les difficultés liées au faible niveau d'application des conventions locales sont en grande partie dues aux différences de perceptions sur la légalité/légitimité des différents acteurs (Services techniques, Administration, société civile) sur les conventions locales ;
- L'élaboration des schémas d'aménagement communaux permettrait de diminuer la vente des terres ;
- M. Kalifa Diakité a proposé d'entreprendre l'analyse des textes en vigueur (Charte pastorale, décret transhumance, LOA, Code domanial et foncier) pour relever les imperfections/contradictions en vue d'accompagner les organisations de producteurs face aux menaces d'accaparement des terres ;

- Il a ajouté que le transfert des compétences en matière foncière doit être poursuivi de même que les campagnes sensibilisation et de formations sur les textes (LOA, Charte Pastorale, Décret transhumance, code forestier, etc.).

### **3) Elaboration du plan d'action**

Veillez trouver en annexe, le plan d'action 2011- 2012.

### **Clôture de l'Atelier**

L'Atelier d'échanges entre les acteurs de la décentralisation organisé conjointement par le CERCAP et le PLD s'est achevé le Samedi 25 juin, avec un sentiment de réussite partagé par tous les participants.

L'Atelier a été clôturé vers 16 heures par deux interventions dont celui du Coordinateur du RLD et par celui du doyen de l'atelier :

- Le Coordinateur du RLD, Docteur Modibo Keita

*« Je me réjouis de la présence massive des participants et de leur enthousiasme à prendre part à cet atelier d'échanges sur la décentralisation. Pour peu de moyen nous attendons de grands effets. Je souhaite un bon retour à tous les participants. Nous espérons nous rencontrer d'ici à la fin de l'année autour d'autres activités du réseau ».*

- Le doyen des participants

*« Je remercie tous les participants, auxquels je souhaite un bon retour dans leur familles respectives. Je remercie infiniment les structures qui nous appuient, pour leur immense soutien ».*

**ANNEXE : GROUPE I****CAPITALISATION DES ACTIVITÉS (SEP DE KANGABA ET DE BANCOUMANA)****SEP DE KANGABA**

<b>ACTIVITÉS</b>	<b>RÉSULTATS/EFFETS</b>	<b>CONTRAINTES/DIFFICULTÉS</b>
Formation : 8/04/2010 Thèmes : exploration pour la définition des axes d'appui du réseau	Bureau du SEP, Conseil communal/49 personnes	
Formation : la prévention et gestion des conflits Membre Équipe SEP et Conseil de cercle,	32 personnes formées	
Évaluation des actions menées par l'équipe du SEP : 11/12/2010.	Rencontre d'évaluation effectuée	
Restitution des activités de formation au conseil communal	12 conseillers avec personnes d'appuis informés	
Sensibilisation pour la mise en place des comités villageois	11 villages sensibilisés	
Mise en place d'un comité villageois	1 comité a Dégela	Faute de ressources pour
Déplacement du Conseil de Cercle et sous Préfet de Kangaba en République de Guinée dans le cadre de l'élaboration de la convention transfrontalière de gestion des conflits	2 rencontres réalisées 2010 à Mandiana 3 <sup>e</sup> voyage non réalisé pour cause de moyens financiers	3 <sup>e</sup> voyage reporté faute de moyens
Tentative de conciliation entre le Préfet et le Maire de Kangaba au sujet de l'attribution par le Préfet de la parcelle devant servir de base à l'entreprise COVEC sur un lotissement approuvé de la Mairie	Le Maire a donné son accord, cela a coïncidé à la mutation du Préfet de Kangaba	

## SEP DE BANCOUMANA

ACTIVITÉS	RÉSULTATS/EFFETS	CONTRAINTES/DIFFICULTÉS
Sensibilisation dans les 14 villages pour la mise en place du comité communal	14 villages sensibilisés	
Mise en place du comité communal	1 comité mis en place	
formation sur la loi d'intervention Agricole	Structures formées <ul style="list-style-type: none"> <li>- Union cooperative Agricoles</li> <li>- Chambre local d'Agricoles</li> <li>- Équipe S E P</li> <li>- Certains conseillers communaux</li> </ul>	Faible participation par rapport à la motivation
Formation sur la charte pastorale.	Structures formées <ul style="list-style-type: none"> <li>- Union cooperative Agricoles</li> <li>- Chambre local Agricole</li> <li>- Équipe S E P</li> <li>- Certains conseillers communaux</li> </ul>	Faible participation par rapport à la motivation
Formation du comité communal sur la prévention et gestion des conflits et le SEP	14+4 =18 formées	
Gestion de conflit foncier Madina et Ouronina	5 concertations tenues Conflit apaisé	
Gestion de Conflit foncier entre les villages de Kalassa, Guena et Tabou par le comité communal appuyé par la Clinique juridique DEMENSO 17 concertations tenues	conflit apaisé en présence du Sous Préfet et du Maire	Médiation séparé par village <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mis en cause des droits d'usage de Tabou sur les anciennes terres de Bancoumana par la population de Guéna</li> </ul>
Déplacement aNaréna conflit foncier entre 5 villages de Naréna et les 9 villages Kanibala	Deux terroirs Naréna et kanibala Conflit géré et apaisé	Vente de terre à gérer par un comité
Atelier de capitalisation des activités menées par le bureau communal et le SEP	Atelier tenu sous la supervision de Mr Toukara	
Déplacement de 45 personnes du Mali pour une Rencontre socioculturelle de l'Association Bemba Kanda de Balaoulela (communes Mandé, Siby, Bancoumana et Kanioko) en Guinée Sous Préfecture de Dogo Préfecture de Siguiri	Renforcement de la fraternité et de l'entente entre les KEITA BALANOULEN SI du Mali et ceux de la Guinée	

## ANNEXE : GROUPE II

### ONG, centre de recherche

ORGANISATIONS	ACTIVITES	EFFETS/ RESULTATS	DIFFICULTES/ CONTRAINTES
CEAD	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Programme IED sur la gouvernance, la gestion des ressources naturelles et du foncier avec les réseaux ANSA, AFRICA et FAGLAF</li> <li>- Participation à l'Atelier de lancement du Programme ANSA Africa / IED à Dakar</li> <li>- communication exposé sur l'approche de gestion participative des ressources naturelles au Mali : Cas des forêts classées de la Faya, Monts Mandingue et du Sounsan,</li> <li>- Facilitation ANSA Africa des vidéos conférences sur la gouvernance, GRN, Foncier, l'ITIE avec le réseau FAGLAF à la Banque Mondiale/Bko)</li> <li>- Conférence sur MDP (mécanisme de développement propre) en Afrique dans le cadre des journées de l'environnement au Grand Hôtel Bamako</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration des expériences en matière de gouvernance, de GRN, d'industrie extractive, du foncier</li> <li>- Existence de points focaux dans les différents pays de l'Afrique francophone</li> </ul>	
GERSDA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- GRN, alternative à l'accaparement des terres, formation des para juristes</li> <li>- Environnement, changement climatique, diffusion, information sur le MDP à Bamako</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recherche de solutions alternatives pour le renforcement des capacités des coopératives ULSP/ Secteur minier</li> <li>- Les populations sont informées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Déficit de communication</li> <li>- Déficit d'application des textes</li> <li>- Une timidité et passivité des acteurs</li> </ul>
SNV Sikasso	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recherche action sur le genre (en cours)</li> <li>- Recherche action sur l'accaparement des terres (en cours)</li> <li>- Elaboration de manuel de procédures de gestion administrative et financier</li> <li>- Formation en plaidoyer lobbying, prévention et gestion des conflits liés aux ressources naturelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration de la communication</li> <li>- Redevabilité, bonne connaissance des attributions par les membres</li> <li>- Amélioration des relations entre agriculteurs</li> </ul>	

GRDR	<p>Gouvernance locale, décentralisation</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'outils de gestion concertée des ressources naturelles</li> <li>- Réalisation d'ouvrages hydro- agricoles</li> <li>- Transfert de compétences aux dispositifs syndicaux d'appui aux collectivités territoriales (SECOM, niveau cercle) et dispositif d'appui niveau régional</li> <li>- Planification territoriale</li> <li>- Mise en place d'instances de concertation pour la planification et la gestion des questions de développement</li> <li>- Mobilisation des ressources</li> <li>- Elaboration de diagnostics territoriaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Perennisation d'appuis techniques aux communes</li> <li>- Mise en place d'un dispositif à l'échelle régional qui accompagne les communes dans la planification des PDSEC</li> </ul>	
FENACOF	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Equité genre</li> <li>- Lutte contre la coupe anarchique du bois dans la forêt du Faya</li> </ul>	En cours	Non respect des réglementations
COGEVAD	Renforcement des capacités des acteurs locaux dans le domaine de l'assainissement en commune VI/ Formation en plaidoyer	La population défend l'intérêt de la commune en matière d'assainissement	
Université Mandé Bukari	Production de 2 documents sur la décentralisation et la subsidiarité	Renforcement des connaissances sur la décentralisation	Coût de l'édition

